

# Autorité palestinienne

## L'enclavement

La disparition de Yasser Arafat le 11 novembre 2004 a marqué les esprits, semblant modifier profondément la situation palestinienne, de même que l'annonce par Ariel Sharon du retrait unilatéral de la bande de Gaza. Toutefois, ces changements politiques n'ont pas empêché l'aggravation sérieuse de la situation économique, sociale et sécuritaire des Palestiniens.

**Yasser Arafat, le décès d'un leader emblématique au pouvoir amoindri.** Faut-il considérer que la mort de Yasser Arafat change fondamentalement la donne en ce qui concerne les territoires palestiniens ? La reconfiguration du pouvoir qu'induit sa disparition reste moins importante que l'on pourrait le croire. C'est plus en terme de figure historique symbolique du nationalisme palestinien qu'elle est majeure. Si Arafat centralisait le pouvoir de l'Autorité palestinienne (AP), celle-ci voyait son rayon d'action extrêmement restreint par le découpage des Territoires par l'armée israélienne en parcelles séparées. Aussi l'organisation du pouvoir palestinien devenait-elle de plus en plus locale, une tendance qui devrait encore s'accroître.

Toutefois, du fait de sa légitimité historique aux yeux des Palestiniens, au-delà de la légitimité démocratique, Arafat avait pu mettre en place un mode de gestion extrêmement centralisé fondé sur sa personne et son prestige personnel. Remis en cause, il maintenait pourtant un certain pouvoir, surtout sur les zones centrales palestiniennes : Ramallah et Gaza-ville. Son mode d'action renvoyait plus à des tentatives d'influence et une répression sélective qu'à une véritable discipline tactique et stratégique des militants. Un tel usage du pouvoir n'est pas possible pour son successeur, Mahmoud Abbas (*alias* Abou Mazen), qui doit négocier avec toutes les factions palestiniennes et pour lequel la destruction des institutions de l'AP par l'armée israélienne et les difficultés de circulation d'une enclave à l'autre sont encore plus handicapantes pour l'exercice de son autorité.

De plus, Yasser Arafat n'était pas uniquement le président de l'AP, mais aussi celui du comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) depuis 1969 et du comité central du Fatah. En ce qui concerne l'OLP, Mahmoud Abbas (Fatah) a été choisi comme successeur en novembre 2004. Les deux fonctions de président de l'OLP et de l'AP restent ainsi attribuées à la même personne selon les souhaits du comité central du Fatah. À la présidence de ce comité a par contre été élu Farouq Qaddoumi, figure de la diaspora palestinienne qui a toujours refusé de rentrer sur les territoires occupés. Le seul poste non détenu personnellement par Arafat, celui de Premier ministre, créé début 2003 sur pression internationale, reste aux mains d'Ahmed Qorai (Fatah). En juillet 2004, il avait fait une tentative de démission pour s'opposer aux multiples interférences d'Arafat. Par la suite, une motion de défiance lancée contre le Premier ministre en octobre 2004 par le conseil législatif fut interrompue par la mort de ce dernier.

**Un éclatement du Fatah ?** Quels ont été les enjeux réels de l'élection présidentielle palestinienne en janvier 2005 ? Il faut tout d'abord souligner le boycott de cette élection par le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) mais surtout par le Hamas et le Djihad islamique. D'autre part, les difficultés de déplacement des Palestiniens ont limité la participation, tout particulièrement à Jérusalem-Est. Le principal événement fut la candidature temporaire de Marwan Barghouti, responsable du Fatah pour la Cisjordanie, emprisonné et condamné à cinq peines de prison à vie en Israël. Cette courte candidature a souligné les oppositions à l'intérieur du Fatah. Les principales revendications de ce candidat par rapport à Mahmoud Abbas renvoient à un choix stratégique : il est convaincu qu'étant donné l'état du rapport de force avec Israël, aucune négociation ne pourra aboutir sans le maintien d'une pression à travers l'Intifada ; il s'oppose à la signature de tout accord partiel et demande un renouvellement des instances du Fatah et de l'OLP.

Marwan Barghouti peut ici être considéré comme un porte-parole (mais pas un dirigeant au sens hiérarchique) des meneurs locaux du Fatah. Ces leaders, souvent issus de la première Intifada, sont plus jeunes que les dirigeants de l'AP et bien implantés localement. Ils n'ont

cependant pas obtenu une grande reconnaissance dans l'appareil de l'AP et leurs revendications concernent tant le fonctionnement du Fatah que les modalités de la lutte avec Israël. Ils constituent le principal vivier des Brigades des martyrs d'Al-Aqsa. Le retrait de la candidature de Marwan Barghouti ne doit pas être vu comme une marginalisation de cette tendance : il avait au contraire été négocié contre la tenue d'un congrès général du Fatah aujourd'hui reporté. Cela n'empêche pas les incidents entre ces groupes et l'AP de se multiplier ; ces jeunes du « Fatah local » représentent actuellement pour elle un sujet de préoccupation plus important que l'opposition islamiste.

Le principal autre candidat opposé à Mahmoud Abbas, Mustafa Barghouti, issu du Parti du peuple (communiste) et président d'une importante organisation médicale non gouvernementale, représentait largement le mouvement des ONG et des associations de gauche – généralement le fruit de la reconversion de militants des partis de gauche palestiniens de la première Intifada. Avec la professionnalisation et l'internationalisation de ces organisations, leur impact réel sur les Territoires décroît du fait de leur adhésion à des agendas internationaux, souvent en décalage avec les demandes réelles de la population. À ses yeux, elles apparaissent de plus en plus comme des agences extérieures déconnectées de la société civile. Cela est moins vrai toutefois dans les zones rurales et les petites villes où leurs membres bénéficient souvent d'une reconnaissance locale. Le score relativement important de Mustafa Barghouti (19 %) est aussi dû au ralliement par défaut à sa candidature d'électeurs qui voulaient avant tout marquer leur opposition à Mahmoud Abbas.

#### **L'importance des élections locales.**

Cependant, l'essentiel des enjeux pour les Palestiniens se concentre non pas sur l'élection présidentielle – vu la paralysie de l'AP – mais sur les élections municipales (décembre 2004-mai 2005) et législatives (initialement prévues le 17 juillet 2005 puis reportées à une date inconnue). S'opère en effet une réorganisation du pouvoir en Palestine sur des bases largement locales étant donné l'enclavement extrême des Territoires. De même, les réseaux familiaux locaux et transnationaux sont réinvestis pour offrir un soutien subsidiaire en l'absence d'insti-

tutions. La participation du Hamas à ces scrutins les rend beaucoup plus à même d'être représentatifs de l'ensemble des courants de la société. À ce jour, l'agenda de ce mouvement demande un retrait d'Israël des territoires occupés dans les frontières de 1967 qui conduirait à une trêve illimitée entre les deux peuples. Les questions sociales et religieuses sont par ailleurs une priorité pour lui. L'intégration politique du Hamas signale la victoire en son sein de la tendance favorisant la transformation en parti politique et l'insertion dans les institutions palestiniennes. En mars 2005, il annonçait qu'il était prêt à entrer dans l'OLP. Les premiers résultats montrent une victoire de ce mouvement (mais aussi une nette remontée du FPLP). Cependant, une lecture purement partisane des résultats n'est pas totalement pertinente en raison du poids des clans palestiniens. La dégradation continue de la situation dans les Territoires, avant même la seconde Intifada, a semblé donner raison, pour les Palestiniens, à ceux qui pensent que l'occupation israélienne ne peut que s'accroître sans réelle opposition palestinienne.

**Des conditions de vie toujours plus difficiles.** En effet, au-delà de ces modifications politiques internes, l'essentiel de la situation palestinienne actuelle se caractérise par une aggravation des conditions de vie. En premier lieu, les possibilités de déplacement des Palestiniens ont encore largement diminué. La construction du mur de séparation entre Israël et la Cisjordanie annexe 7 % supplémentaires de cette dernière et crée de nouvelles enclaves fermées à l'intérieur de ce territoire autour de villes palestiniennes. Jérusalem-Est se trouve ainsi coupée du reste de la Cisjordanie et de Jérusalem-Ouest. La circulation est interdite aux Palestiniens sur 700 km de route en Cisjordanie. À cela s'ajoute la multiplication par l'armée israélienne de barages et jours de couvre-feu. En 2000, 22 % des Palestiniens des territoires occupés travaillaient en Israël ; ils ne sont plus qu'une infime minorité actuellement. Ces différents bouclages des Territoires conduisent à une asphyxie économique, en particulier dans la bande de Gaza où désormais 77 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté (40 % pour la Cisjordanie).

Dans ce contexte, l'annonce du retrait unilatéral de la bande de Gaza faite par Ariel Sharon et qui est repoussé à août 2005, parallèlement

d'ailleurs à l'intensification de la colonisation en Cisjordanie, n'apparaît pas comme un changement majeur de la politique israélienne. Aux yeux d'une grande partie des Palestiniens, cette annonce est liée au contraire à une tentative israélienne de maintien du statu quo, associée à la volonté de disposer d'arguments face aux pressions internationales. La trêve *de facto* observée par le Hamas depuis février 2005 a été remise en cause par des tirs de roquette sur les colonies de la bande de Gaza et par des incursions israéliennes. Des rencontres ont eu lieu entre les différentes factions qui poursuivent la lutte (Hamas, FPLP, Brigades des martyrs d'Al-Aqsa) et les responsables de l'AP pour obtenir le maintien de la trêve côté palestinien. Toutefois, la marge de manœuvre de cette dernière est extrêmement faible et toute opération israélienne remet en cause ces négociations internes. De fait, les pressions israéliennes et américaines sur Mahmoud Abbas pour qu'il obtienne la sécurité dans les Territoires et l'idée selon laquelle il aurait juste besoin de temps ne tiennent pas compte d'un aspect majeur : le président a été élu par les Palestiniens principalement parce qu'il leur apparaissait comme le candidat souhaité par les Occidentaux et qu'ils espéraient peut-être obtenir ainsi une meilleure position internationale. Toutefois, il ne pourra pas survivre et gagner la confiance des Palestiniens sans une amélioration rapide et notable de leur situation et de leur vie quotidienne. Cela ne dépend que très marginalement de lui et aucun changement ne peut avoir lieu dans les Territoires sans la coopération d'Israël et des États-Unis.

P. L.

### Pour en savoir plus

- Botiveau, B. et A. Signoles (dir.) (2004), « D'une Intifada l'autre. La Palestine au quotidien », *Égypte-Monde arabe*, n° 6, Bruxelles, CEDEJ/Complexe.
- Dieckhoff, A. et R. Leveau (dir.) (2003), *Israéliens et Palestiniens. La guerre en partage*, Paris, Balland.
- Larzillière, P. (2004), *Être jeune en Palestine*, Paris, Balland.
- Legrain, J.-F. (dir.) (2003), « En attendant la Palestine », *Monde arabe Maghreb-Machrek*, n° 176.

### Sites Internet

- Centre israélien d'information sur les droits de l'homme dans les territoires occupés : <[www.btselem.org](http://www.btselem.org)>.
- International Crisis Group : <[www.crisisgroup.org](http://www.crisisgroup.org)> (dossier sur Israël et les territoires occupés).
- Palestine-sur-web : <[www.mom.fr/guides/palestine/palestine.html](http://www.mom.fr/guides/palestine/palestine.html)>.

### Faits et dates

- *Juillet 2004* : La CIJ de La Haye déclare illégale la construction du mur par Israël.
- *Août 2004* : Double attentat suicide revendiqué par le Hamas (14 morts).
- *Septembre 2004* : Opérations israéliennes dans la bande de Gaza (142 morts). Attentat suicide revendiqué par les Brigades des martyrs d'Al-Aqsa (5 gardes frontière israéliens tués).
- *Octobre 2004* : Approbation par le Parlement israélien du plan de retrait d'A. Sharon, grâce au soutien des travaillistes qui compensent la défection des ultra-orthodoxes.
- *1<sup>er</sup> novembre 2004* : Attentat suicide revendiqué par le FPLP (3 morts).
- *11 novembre 2004* : Décès de Y. Arafat.
- *24 décembre 2004 et 27 janvier 2005* : Première phase des élections municipales.
- *9 janvier 2005* : Élection de M. Abbas à la présidence de l'AP.
- *8 février 2005* : Rencontre à Charm el-Cheikh de M. Abbas et A. Sharon sous l'égide d'Hosni Moubarak et d'Abdallah II. Accord sur une trêve côté palestinien.
- *Mars 2005* : Réunion en Égypte des factions palestiniennes et de l'AP pour prolonger la période d'accalmie. 2<sup>e</sup> phase des élections municipales. Transfert du contrôle des villes de Jericho et Tulkarem aux Palestiniens.
- *Mai 2005* : 3<sup>e</sup> phase des élections municipales. Visite de M. Abbas aux États-Unis.
- *18-19 juin 2005* : Nouvelle tournée de C. Rice au Moyen-Orient. Les États-Unis annoncent une coordination israélo-palestinienne pour le retrait de la bande de Gaza.
- *21 juin 2005* : Sommet entre M. Abbas et A. Sharon : aucun résultat tangible.